

Face à l'IA, d'énormes besoins en formation

FORUM FORWARD Des représentants des employeurs et des salariés ont débattu de l'impact de l'IA sur le marché du travail lors de l'événement organisé hier par «Le Temps». Tous s'accordent sur l'importance de l'acquisition de compétences

ALEXANDRE BEUCHAT

L'intelligence artificielle (IA) constitue-t-elle un outil bienvenu pour les employés, ou risque-t-elle de provoquer asservissement et suppression d'emplois? C'est la question au centre du débat qui a opposé Silvia Locatelli, membre du comité directeur d'Unia, et Arnaud Bürgin, directeur de la Fédération des entreprises romandes (FER) Genève, hier lors du Forum Forward organisé par *Le Temps* au SwissTech Convention Center à Lausanne.

Face aux prévisions souvent contradictoires sur l'impact de l'IA sur le marché du travail, les deux intervenants ont mis en garde contre les conclusions hâtives. Pour Arnaud Bürgin, «il ne s'agit pas d'une apocalypse, mais d'une transformation comparable aux révolutions technologiques précédentes, comme l'informatique ou internet».

Des emplois menacés

De son côté, Silvia Locatelli a tenu à clarifier la position des syndicats. «Nous ne sommes pas vent debout contre l'intelligence artificielle. Mais comme pour toute avancée technologique, cette transformation doit être encadrée. Les salariés ont besoin d'un minimum de protection.»

L'IA menace effectivement plusieurs secteurs, notamment les métiers administratifs, bancaires, comptables, ceux liés au voyage ou à la traduction. Dans l'industrie, certaines lignes de production commencent également à intégrer l'IA, suscitant des inquiétudes.

Arnaud Bürgin souligne toutefois que si certains emplois vont



Lors d'un débat du forum au SwissTech Convention Center, de gauche à droite: Julie Eigenmann, journaliste au «Temps», Arnaud Bürgin, directeur général de la FER, Silvia Locatelli, membre du comité directeur d'Unia, et Romain Clivaz, journaliste au «Temps». (ECUBLENS, 5 MARS 2026/ZOË JOBIN POUR LE TEMPS)

disparaître, d'autres vont apparaître: «En Suisse, nous sommes passés de 2000 postes en 2018 à plus de 20 000 emplois ouverts liés à l'intelligence artificielle. Mais il va falloir encadrer cette transformation et mettre en place des formations pour développer l'employabilité.»

Mais toutes les entreprises ne sont pas sur un pied d'égalité. Les PME, qui représentent plus de 90% du tissu économique suisse, restent prudentes face à l'IA. «Elles manquent souvent de compétences internes et adoptent une position attentiste, d'autant plus face à la multipli-

cation des crises ces dernières années», explique le directeur de la FER.

«Offensive collective»

Sur ce point, patronat et syndicats s'accordent sur la nécessité d'investir dans la formation. «Les nouveaux postes exigent des com-

pétences différentes. Il nous faut une offensive collective de formation continue, financée conjointement par les employeurs, les salariés et l'Etat», plaide Silvia Locatelli, également coresponsable du secteur industrie chez Unia.

Arnaud Bürgin souligne la responsabilité individuelle de se for-

mer tout au long de sa carrière et rappelle que la réussite de la Suisse dépend du partenariat social, qu'il faut préserver face à l'IA. A Genève, par exemple, «un conseil tripartite de l'employabilité réunit depuis 2020 l'Etat, les syndicats et le patronat pour cartographier les professions menacées et réfléchir à un concept de financement», précise-t-il.

Au-delà des risques, l'IA offre aussi des opportunités: elle peut libérer de tâches rébarbatives comme la rédaction de procès-verbaux, afin de permettre aux employés de se concentrer sur des missions plus stratégiques et créatives, souligne le responsable de la FER.

Un point de friction

Pour Silvia Locatelli, l'évolution liée à l'IA ne doit pas se traduire par une intensification du travail, une hausse du stress ou une surveillance accrue des salariés. La syndicaliste défend une réduction du temps de travail pour permettre une augmentation des salaires, soulignant que la Suisse affiche déjà la durée hebdomadaire la plus élevée d'Europe, avec 41,2 heures. Elle ajoute que les hausses salariales ont été déconnectées des gains de productivité, bien avant l'arrivée de l'IA.

Le principal point de friction entre syndicats et patronat reste donc le coût et la durée du travail. Du côté patronal, Arnaud Bürgin rappelle: «Depuis vingt ans, le temps de travail diminue dans un contexte de concurrence croissante. Avec 4400 francs par mois, Genève dispose du salaire minimum le plus élevé du monde. Il faut rester vigilant quant au coût du travail en Suisse.» ■